

OPÉRATION

MISE EN ACCESSIBILITE ET RENOVATION DES SALLES D'AUDIENCE ET DU HALL D'ENTREE

AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MULHOUSE SITE ATHENA

44, AVENUE ROBERT SCHUMAN 68100 MULHOUSE

MAITRE D'OUVRAGE

MINISTERE DE LA JUSTICE - SECRETARIAT GENERAL

DELEGATION INTERREGIONALE GRAND-EST

20, BOULEVARD DE LA MOTHE CS 70005 54 002 NANCY CEDEX



MAITRE D'ŒUVRE

RSAU

RANGUIDAN SCHMITT ARCHITECTES URBANISTES

7, RUE DU GENERAL CASTELNAU 67450 MUNDOLSHEIM

BUREAU DE CONTRÔLE

SOCOTEC Construction SAS BU Construction et Immobilier

AGENCE DE STRASBOURG 7, ALLÉE CÉRÈS 67037 STRASBOURG

Coordonnateur Santé Protection Sécurité

BUREAU VERITAS

4, avenue de Bruxelles 68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM

CCTP

LOT 01
DEMOLITION _
GROS ŒUVRE

Juin 2025 _révision 1

Table des matières

A. GENERALITES	3
B SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	5
1.1 OBJET DU LOT	3
1.2 DOCUMENTS GENERAUX.....	4
1.3 CONDITIONS D'APPLICATION	5
 C DESCRIPTION DETAILLEE DES TRAVAUX	 12

A. GENERALITES

1- OBJET DU LOT

Le présent lot traite tous les ouvrages, du « LOT 01 DEMOLITION _GROS ŒUVRE » et ouvrages annexes nécessaires à mise en accessibilité et rénovation des salles d'audience et du hall d'entrée au Tribunal judiciaire de Mulhouse site ATHENA 44 avenue Robert Schuman 68100 Mulhouse.

Les travaux se dérouleront en site occupé.

L'entrepreneur devra effectuer une visite des locaux afin de se rendre compte des différents paramètres à inclure dans son chiffrage, à savoir :

- nature et contexte des travaux
- travaux en site occupé
- phasage des travaux
- difficultés d'approvisionnement
- la présence de matériaux contenant de l'amiante nécessitant une intervention en Sous-section 4
- la présence de matériaux contenant du plomb
- etc.

Les travaux du présent lot comprennent :

- Les travaux d'échafaudage pour les salles d'audiences 114-115 et hall d'entrée,
- Les travaux de reprise des murs intérieures en sous-sol dégradés par l'humidité,
- Les travaux de reprise ponctuelle du dallage,
- Les travaux de carottage dans le dallage,
- L'adaptation des soupiraux pour l'amenée d'air frais,
- La dépose des revêtements muraux en textile dans les salles d'audience 114 et 115,
- La dépose des revêtements de sol dans les salles d'audience 114 et 115.

La consistance détaillée des travaux est précisée dans le Descriptif et les principes de conception générale sur les plans du Maître d'Œuvre.

Ces travaux seront réalisés sur la base des diagnostics suivants :

Diagnostic Amiante :

Un pré-rapport amiante de repérage des produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux a été effectué, référencé 7375653/S2 22R datant du 17/12/2019 établi par VERITAS.

Un pré-rapport amiante de repérage des produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux a été effectué, référencé 18737857/S1 32R datant du 02/06/2023 établi par VERITAS.

Diagnostic Plomb :

Un diagnostic plomb avant travaux référencé PB- 7375653-1 datant du 17/12/2019 établi par VERITAS.

L'entrepreneur devra consulter l'ensemble des rapports de diagnostic et son offre est réputée avoir pris en compte les données et paramètres figurant sur ces rapports.

Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques :

Sont concernés les parties suivantes du présent bâtiment :

- Ensemble des façades et toitures,
- Deux portes cochères flanquant les extrémités des deux ailes
- Pièces et locaux suivants avec leur décor :
 - Hall d'entrée, escalier principal et sa cage
 - Escaliers secondaires aux extrémités des ailes et leur cage
 - Couloirs au rez de chaussée et au premier étage
 - Salle d'audience 114
 - Salle d'audience 115

2- DOCUMENTS GENERAUX

Tous les documents opposables aux travaux objets du présent lot et faisant foi en qualité de Règles de l'Art, sont applicables.

Tous ces documents doivent être complétés par toutes les mises à jour, additifs et nouveaux documents parus à la signature du marché :

2.1 CAHIER DES CHARGES D.T.U.

Tous les cahiers des charges D.T.U. publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.) sont applicables. Les nouveaux le seront également au fur et à mesure de leur publication. Les règles parasismiques seront appliquées conformément à la Réglementation en vigueur.

2.2 NORMES FRANÇAISES N.F.

Toutes les normes françaises intéressant directement ou indirectement le bâtiment sont applicables.

Sont également applicables les normes européennes et étrangères qui seraient rendues obligatoires par les réglementations françaises.

2.3 PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

- Réglementation relative à la sécurité incendie
- Règlement sanitaire départemental
- Règles relatives à l'isolation acoustique
- Règles relatives à la sécurité des travailleurs et des tiers

B SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

1- CONDITIONS D'APPLICATION

1.1 OUVRAGES TRADITIONNELS

Les ouvrages traditionnels seront exécutés conformément aux cahiers des charges établis par le groupe de coordination des textes techniques (D.T.U.) ils respecteront en outre les fascicules du cahier des clauses Techniques Générales applicables aux marchés du bâtiment.

Les fabrications bénéficiant d'une marque de conformité aux normes françaises seront utilisées en priorité.

En l'absence de D.T.U., il sera obligatoirement fait référence aux normes françaises existantes.

1.2 MATERIAUX NOUVEAUX

L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet de justifications techniques précises. L'avis technique du C.S.T.B. sera requis

1.3 APPLICATION DES NORMES ET REGLEMENTATIONS

Certaines descriptions et spécifications précises concernant la nature et la réalisation des ouvrages figurent dans le présent C.C.T.P. et dans les documents connexes. Ces descriptions et spécifications peuvent prescrire :

- un niveau de qualité,
- et/ou des conditions de mise en œuvre,
- et/ou des tolérances admissibles,

Plus contraignants que ceux des documents de références précités. Auxquels cas, elles prévaudront sur ces documents de références.

1.4 DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Tous les matériaux, procédés et systèmes proposés ne présentant pas d'évaluations techniques fiables et impartiales recensées dans les normes et DTU servant de référence, doivent faire l'objet d'un avis technique avec certificat de qualification du CSTB bénéficiant d'une appréciation favorable tant en ce qui concerne l'appropriation à l'usage de l'ouvrage, que la mise en œuvre et la pérennité.

Au cas où les matériaux, procédés et systèmes préconisés ne font pas l'objet d'un avis technique du C.S.T.B., cas de techniques innovantes ou bien non recensées dans les documents réglementaires, il appartiendra à l'Entreprise de prévoir, au titre de son marché, l'élaboration d'un dossier technique visant favorablement la conception prévue.

Ce dossier technique concernera l'ensemble du système examiné et sera établi en étroite collaboration des différents fabricants de chacun des constituants rentrant dans la composition du système.

L'appréciation de ce dossier technique devra être de même nature et au même degré que celle délivrée favorablement à un avis technique (appropriation à l'usage, mise en œuvre et pérennité).

Ce dossier technique devra s'assortir d'un contrat d'assurance particulier souscrit par l'Entreprise et à ses frais, couvrant tous les intervenants (Maître d'Ouvrage, Bureau de Contrôle, Maître d'Œuvre et Maître de Chantier, Entreprise et Fabricants) pendant toute la durée de la garantie contractuelle. Le coût de cette assurance particulière sera réputé inclus au montant du marché.

Ce dossier technique sera présenté sous forme :

- soit d'une appréciation technique d'expérimentation (ATEX)
- soit d'un cahier des charges examiné par un bureau de contrôle agréé

Les conclusions de l'examen du dossier technique préciseront en termes concis :

- si la sécurité est assurée au regard de l'appropriation à l'usage de l'ouvrage
- si la mise en œuvre ne pose pas de problème particulier

- et si des désordres ne sont pas à craindre.

L'ensemble du dossier devra être présenté avant la signature du marché. Mais, dès son offre, l'Entreprise devra obligatoirement remettre tous les renseignements et éléments dont elle dispose.

1.5 COORDINATIONS AVEC DES AUTRES LOTS

Le présent article définit les obligations de coordination technique, fonctionnelle et esthétique que devra assurer l'entreprise titulaire du présent avec l'ensemble des autres corps d'état, dans le cadre d'un chantier en site occupé et à fort niveau d'exigence architecturale.

Cette coordination est indissociable des prestations techniques et constitue une obligation contractuelle du titulaire. Elle est essentielle à la qualité finale, à la cohérence d'ensemble et au respect des délais d'exécution.

L'entreprise devra s'assurer d'une parfaite coordination avec notamment, mais non exclusivement :

- Lot n° 02 – Plâtrerie, cloisons, doublages, faux plafonds
- Lot n° 03_ Revêtement de Sol Terrazzo
- Lot n° 04– Menuiserie intérieure / ébénisterie
- Lot n° 05 – Peinture / Revêtements muraux bois ou textiles
- Lot n° 06 – Chauffage / Ventilation
- Lot n° 07 – Électricité courants forts et faibles
- Lot n° 08 – Plateforme élévatrice

1.6 MATERIAUX NOUVEAUX

Les prestations du présent lot devront comprendre au minimum :

- La vérification des quantités reportées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- Les détails, dessins et plans de tous les ouvrages du présent lot en accord avec les documents graphiques de l'Architecte,
- La fourniture et pose des ouvrages tels que définis au Descriptif et sur les plans Architecte,
- Les essais physiques et mécaniques des ouvrages,
- Les prototypes et échantillons à la demande du Maître d'œuvre,
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception,
- Les frais d'énergie pour les besoins du chantier,
- Le chargement et l'évacuation au centre de recyclage des gravois ainsi que de tous les produits de démolition et ouvrages déposés non récupérés provenant des travaux du présent lot,
- Les fournitures et les prestations annexes ou complémentaires ne figurant ni aux plans ni au Descriptif, mais qui sont indispensables pour une exécution et un achèvement complet des ouvrages en conformité aux normes françaises, D.T.U. et documents techniques réglementaires en vigueur,
- Les échafaudages nécessaires aux travaux du présent lot.

Il est stipulé qu'aucun supplément de prix ne pourra être accordé ultérieurement du fait que les renseignements dont l'Entreprise s'était entourée, étaient inexacts ou incomplets.

La fourniture au Bureau de Contrôle de tous les documents justificatifs et des avis techniques de tous les procédés mis en œuvre dans le cadre du présent marché, ainsi que de l'ensemble des documents d'exécution tels que plans, schémas, détails de mise en œuvre, notes de calculs, spécifications et notices des matériaux ou procédés non traditionnels, P.V. de classement et P.V. d'essais, etc... La remise des documents devra être faite au moins 10 jours ouvrables avant exécution.

1.7 ETUDES ET PLANS

Le tableau ci-après précise les études et plans qui sont à la charge de l'Entreprise conformément au document "Décomposition des tâches de Maîtrise d'œuvre" approuvé par CICF, SYNTEC, UNAPOC, UNTEC et publié en juin 2023.

	Maîtrise d'Œuvre	Entreprise
<ul style="list-style-type: none"> • PLANS DE PROJET (échelle de référence 1/100è) 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<ul style="list-style-type: none"> - Plans de fondations avec les dimensionnements principaux - Plans des différents niveaux avec les dimensionnements principaux et positionnement des axes, trames, et joints de dilatation 		
<ul style="list-style-type: none"> • PLANS D'EXECUTION (échelle de référence 1/50è) 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<ul style="list-style-type: none"> - Plans de coffrage des différents niveaux et coupes de détails des bétons coulés in situ définissant les cotations, dimensionnements, implantation des trémies - Ferrailage des bétons coulés in situ : définition de la nature d'acier, sections d'armatures et implantation générale - Maçonneries porteuses : nature et positionnement - Eléments préfabriqués résultant de la conception : coffrage + ferrailages généraux (le calepinage restant à la charge de l'Entreprise) - Report des réservations définies et transmises préalablement par les entreprises utilisatrices 		
<ul style="list-style-type: none"> • PLANS D'ATELIER ET DE CHANTIER 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<ul style="list-style-type: none"> - Listes de fers des éléments en béton armé comprenant les nomenclatures, façonnage, calepinage et quantités d'armatures à commander - Plans (coffrage, ferrailage, calepinage) des éléments préfabriqués tels que prédalles, murs précoffrés, ... et des éléments préfabriqués non structuraux tels que les éléments décoratifs, bancs, - Plans et calculs des solutions et variantes techniques initiées par l'Entreprise - Plans des éléments non structuraux - Conception des installations et équipements nécessaires aux rabattements de nappe, plate-forme, massifs de grues, injection, etc - Relevé contradictoire de l'implantation réelle des fondations 		

L'Entrepreneur s'engage à vérifier les cotes et niveaux indiqués sur tous les dessins et plans et notamment ceux concernant les raccords et niveaux de l'existant et à rendre compte immédiatement au Maître d'œuvre de toute omission ou anomalie.

Il ne sera possible d'apporter des modifications aux plans directeurs qu'après accord du Maître d'œuvre

1.8 COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES

L'Entreprise du présent lot devra se mettre en rapport avec les autres lots afin de lui permettre de régler tous les détails de fabrication et de pose

1.9 ETAT DES LIEUX

Avant la remise de son offre, l'Entreprise prendra connaissance de l'état des lieux pour se rendre compte de la nature des travaux à effectuer ainsi que des modalités d'accès au site et des autres contraintes d'intervention éventuelles. Elle tiendra compte, dans ses prix, des prestations particulières éventuelles et des sujétions de mise en œuvre propres à ce chantier

1.10 RESERVATIONS ET PERCEMENTS

1.10.1 DEFINITIONS ET PRINCIPES

Les réservations s'entendent comme des traversées ou encoches non traversantes, prévues à l'avance et indiquées sur les plans de réservations avant exécution des travaux :

- . dans des structures portantes : gros-œuvre (GO) ou charpente métallique (CM)
- . dans des maçonneries non porteuses
- . dans des cloisons ayant des caractéristiques coupe-feu ou acoustique

En cas de surdimensionnement de la réservation ou de non-utilisation de la réservation, le coût du rebouchage est à la charge de l'utilisateur.

Le rebouchage des gaines techniques dans les planchers est à la charge du lot gros- œuvre.

Les percements sont des réalisations de traversées ou encoches non traversantes dans des ouvrages existants. Ceux-ci ne sauront être exécutés sans l'accord explicite préalable de l'Entreprise ayant réalisé l'ouvrage dans lequel le percement doit être exécuté.

Le rebouchage des réservations et des percements doit être de même qualité que les ouvrages concernés.

La finition des rebouchages doit être de même qualité et aspect que le parement des ouvrages concernés.

On entend dans les tableaux suivants par :

- . «GO» l'Entreprise titulaire du lot gros-œuvre
- . «CM» l'Entreprise titulaire du lot charpente métallique
- . «CLOI» l'Entreprise titulaire du lot cloisons
- . «U» comme Utilisateur, l'Entreprise dont les travaux exigent la confection du trou concerné.

1.10.2 EXECUTION DES RESERVATIONS

En plus des prescriptions techniques particulières mentionnées dans chaque lot concerné, l'Entreprise doit les prestations suivantes :

	Réservations		Rebouchage brut		Finition	
	par	à charge	par	à charge	par	à charge
1) Réservations de toutes dimensions dans ouvrages en béton, maçonnerie porteuse, maçonnerie non porteuse ou charpente métallique	GO/CM	GO/CM	GO/CM	GO/CM	GO/CM	GO/CM
2) Réservations de toutes dimensions dans : - cloisons coupe-feu - cloisons acoustiques	CLOI CLOI	CLOI CLOI	U U	U U	CLOI CLOI	CLOI CLOI

1.10.3 EXECUTION DES PERCEMENTS

En plus des prescriptions techniques particulières mentionnées dans chaque lot concerné, l'Entreprise doit les prestations suivantes :

	Perçements		Rebouchage brut		Finition	
	<u>par</u>	<u>à charge</u>	<u>par</u>	<u>à charge</u>	<u>par</u>	<u>à charge</u>
1) Petits perçements dans ouvrages en béton ou maçonnerie porteuse ($\text{dim} \leq 15 \text{ cm}$)	U	U	U	U	U	U ⁽¹⁾
2) Autres perçements de toutes dimensions dans ouvrages en béton, maçonnerie porteuse ou charpente métallique	G.O./CM ⁽²⁾	U	G.O./CM ⁽²⁾	U	G.O./CM ⁽²⁾	U ⁽¹⁾
3) Perçements de dimensions supérieures à 25 x 25 cm dans maçonnerie non porteuse y compris ceux oubliés ou mal positionnés par l'utilisateur	G.O. ⁽²⁾	U	G.O. ⁽²⁾	U	G.O. ⁽²⁾	U ⁽¹⁾
4) Perçements de dimensions inférieures ou égales à 25 x 25 cm et saignées dans maçonnerie non porteuse y compris ceux oubliés ou mal positionnés par l'utilisateur	U	U	U	U	U	U ⁽¹⁾
5) Perçements de toutes dimensions et saignées dans cloisons plâtre	U	U	U	U	CLOI ⁽²⁾	CLOI ⁽²⁾

⁽¹⁾ Si la phase de finition n'est pas entamée au moment du perçement, l'Entreprise à laquelle est confiée la finition de ces ouvrages réalisera cette finition et en aura la charge ; si la phase de finition est achevée, c'est l'utilisateur qui en assumera la charge.

⁽²⁾ Dans le cas de travaux dans un bâtiment existant, les perçements, rebouchages et finitions sont à réaliser par l'utilisateur.

1.10.4 CALFETREUMENTS

	Calfetrement brut		Finition	
1) <u>calfetrement</u> autour des baies en béton restant apparent ou non et des baies en maçonnerie	G.O.	G.O.	G.O.	G.O.
2) <u>calfetrement</u> autour des baies dans les ouvrages du lot Plâtrerie	<u>plâtrier</u>	<u>plâtrier</u>	<u>plâtrier</u>	<u>plâtrier</u>

1.11 MODE DE METRE

Suivant CPC

1.12 REFERENCE AUX PLANS

Suivant CPC

1.13 MISSION DE COORDONNATEUR SANTE & SECURITE

L'attention de l'Entreprise est attirée sur les dispositions réglementaires à respecter dans le cadre de la loi n° 93.1418 du 31/12/1993 et de ses décrets d'application.

L'Entreprise prendra notamment rendez-vous avec le Coordonnateur, avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, pour l'inspection commune au cours de laquelle seront précisées les consignes à observer ainsi que les dispositions de sécurité et de santé prises pour cette opération.

Le P.P.S.P.S. devra être établi par l'Entreprise avant tout commencement de travaux, sur la base du P.G.C. rédigé par le Coordonnateur.

Les dispositions sont applicables tant pour les titulaires que pour les cotraitants et sous- traitants de l'Entreprise.

1.14 CARACTERISTIQUES DU BETON

Repérage

Les caractéristiques minimales des bétons à utiliser sont résumées dans le tableau ci-après :

Type d'ouvrage	Classe d'exposition	Classe de résistance minimale	Dmax granulats	Classe de consistance	Classe de chlorures	N°
Gros béton de fondations	X0	C 20/25	22,4	S2	Cl 0,40	1
Fondations et dallage en béton armé	XC3	C 25/30	22,4	S3	Cl 0,40	2
Longrines en béton armé	XF1	C 25/30	22,4	S3	Cl 0,40	3
Voiles enterrés en béton armé	XF1	C 25/30	22,4	S3	Cl 0,40	4
Voiles extérieurs en béton armé	XF1	C 25/30	22,4	S3	Cl 0,40	5
Voiles intérieurs	XC1	C 25/30	22,4	S3	Cl 0,40	6
Poteaux en béton armé	XC1	C 25/30	22,4	S3	Cl 0,40	7
Poutres en béton armé	XC1	C 25/30	22,4	S3	Cl 0,40	8
Dalles en béton armé + escalier	XC1	C 25/30	22,4	S3	Cl 0,40	9

Les bétons seront repérés par leur N° dans les différents articles du descriptif. ; la classe de résistance, si elle est supérieure à la classe minimale indiquée dans le tableau ci-dessus, sera spécifiée dans le ou les articles détaillés correspondants.

1.15 TRAVAUX EN PRESENCE DE REVETEMENT CONTENANT DU PLOMB

Protection des travailleurs - Réglementation

D'une manière générale, l'Entrepreneur devra appliquer les dispositions de protection des travailleurs exposés au plomb, conformément aux réglementations en vigueur.

L'Entrepreneur s'assurera notamment du respect des recommandations concernant :

- les techniques d'intervention par recouvrement ou suppression.
- Les contrôles de l'exposition des travailleurs (plombémie et concentration atmosphérique).
- les contrôles après réalisation des travaux.

Préparation et organisation du chantier

D'une manière générale, les recommandations ci-après énoncées sont données uniquement à **titre indicatif** et ne sont, en aucune manière, limitatives. A ce titre, l'Entrepreneur devra organiser le chantier de manière à limiter au maximum les risques pour les occupants et les travailleurs concernés par la zone de travail.

L'Entrepreneur mettra en place un confinement adapté visant à contenir l'empoussièrement ambiant et à éviter toute pollution de l'environnement des locaux situés à proximité de la zone des travaux.

Ce confinement pourra consister à obturer, à l'aide de film polyane (200 microns), toutes les ouvertures donnant directement sur la zone à traiter, telles que portes, fenêtres, bouches d'aération, etc.

Celui-ci devra être maintenu pendant la durée des travaux y compris pendant les opérations de nettoyage avant le repli du chantier. Il devra être conçu pour interdire l'accès à la zone délimitée aux personnes étrangères à ces travaux.

Protection collective et protection individuelle des opérateurs

D'une manière générale, au cours des opérations de piochage, de grattage et de ponçage des peintures existantes, l'Entrepreneur devra limiter les émissions de poussières et de particules chargées en plomb dans l'atmosphère de la zone de travail.

Le mode opératoire des travaux de grattage et de ponçage manuel devra être associé à une aspiration, pendant le travail, **à l'aide d'aspirateurs industriels** munis de filtres à haute efficacité et **par essuyage humide des parties traitées**.

Le sol de la zone de travail sera maintenu propre par un ramassage régulier des déchets et par un nettoyage humide avec des formats d'essuyage en polyester non tissé, **à l'exclusion de tout chiffon textile**, ou bien à l'aide d'éponges.

L'Entrepreneur devra mettre à la disposition de chaque salarié un équipement de protection individuel adapté, comprenant une combinaison jetable avec capuche **type 5**, associée à des gants et des surbottes jetables, ainsi qu'un appareil de protection des voies respiratoires adapté au risque plomb **classe P3**.

L'Entrepreneur devra approvisionner le chantier en nombre suffisant de protections individuelles de façon à ce que, après chaque phase de travail, les équipements jetables soient éliminés avec les déchets.

Gestions des déchets

D'une manière générale, l'Entrepreneur devra assurer un tri sélectif des déchets du chantier qui lui est confié.

Les recommandations énoncées ci-après sont données uniquement à titre **indicatif** et ne sont, en aucune manière, limitatives. A ce titre, l'Entrepreneur devra organiser le chantier de manière à limiter au maximum les risques pour les occupants et les travailleurs concernés par la zone de travail.

L'ensemble des déchets contaminés produit par l'activité du chantier, c'est-à-dire :

- écaillés de peinture, gravats,
- déchets émanant de la préparation des fonds,
- chiffons et éponges de nettoyage,
- équipements de protection individuelle souillés,
- films polyane,
- sacs et filtres d'aspirateurs,
- etc.

devront être stockés dans des sacs étanches, puis dirigés vers un centre de stockage de classe I qui déterminera après analyse d'échantillons, la filière d'élimination et le mode de traitement des déchets du chantier, en fonction de leur teneur en plomb.

Traitement des déchets

Les recommandations énoncées ci-après sont données uniquement à titre indicatif et ne sont, en aucune manière, limitatives.

La réglementation sur l'élimination des déchets contaminés par les résidus plombifères prévoit en fonction du seuil de concentration après analyse d'échantillons :

- Pb lixiviable < 100 mg / kg → dépôt en centre de stockage de classe I,
- Pb lixiviable > 100 mg / kg → traitement par incinération suivie d'une stabilisation des résidus.

1.16 TRAVAUX EN PRESENCE DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

Protection des travailleurs - Réglementation

D'une manière générale, l'Entrepreneur devra appliquer les dispositions de protection des travailleurs exposés aux matériaux contenant de l'amiante, conformément aux réglementations en vigueur et prévoira tous les frais inhérents à des travaux relevant de la Sous-section 4 (SS4) "interventions sur des matériaux, équipements, matériels ou articles susceptibles de libérer des fibres d'amiante, réalisées dans le cadre d'opérations de maintenance ou d'entretien, ou de réparation."

Les travaux seront exécutés entre autre conformément aux textes suivants

- Code du Travail, articles R4412-139 à R4412-148
- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012
- Arrêté du 23 février 2012 relatif à la formation SS4
- Norme NF X 46-010
- Circulaire DGT 2008/18 du 28 octobre 2008
- Recommandations de l'INRS (ED 6094, ED 6095)
- Réglementation en matière de gestion des déchets amiantés
-

L'entreprise devra respecter l'ensemble des obligations résultant des textes susmentionnés.

Elle devra notamment fournir au maître d'ouvrage et au CSPS les documents suivants avant le démarrage des travaux :

- Les attestations de formation SS4 des intervenants
- Les attestations de suivi médical renforcé
- Le mode opératoire conforme à l'arrêté du 8 avril 2013
- La liste et description des moyens de protection collective et individuelle mis en œuvre

- Le plan de gestion des déchets

Le non-respect de ces obligations pourra entraîner la suspension des travaux aux frais de l'entreprise.

Préparation et organisation du chantier

D'une manière générale, les recommandations ci-après énoncées sont données uniquement à **titre indicatif** et ne sont, en aucune manière, limitatives. A ce titre, l'Entrepreneur devra organiser le chantier de manière à limiter au maximum les risques pour les occupants et les travailleurs concernés par la zone de travail.

Contraintes spécifiques liées au site

- Les interventions se dérouleront en site occupé
- L'entreprise devra impérativement organiser ses interventions en concertation avec le maître d'ouvrage et le CSPS, de manière à limiter les nuisances, les risques et les interactions avec les usagers du site.
- Les circulations communes et les locaux contigus devront être strictement protégés.
- Un balayage aéraulique sera évité vers les zones occupées.
- Les interventions devront être planifiées

Qualification de l'entreprise

L'entreprise devra :

- Être qualifiée pour travaux en Sous-section 4
- Employer du personnel formé SS4 (attestation de formation à jour)
- Fournir au maître d'ouvrage et au CSPS :
 - Les attestations de formation
 - Le suivi médical renforcé des intervenants
 - Les modes opératoires

Mode opératoire et évaluation des risques

L'entreprise remettra pour validation préalable :

- Un mode opératoire détaillé, comprenant :
 - Description des opérations
 - Moyens de protection collective (confinement partiel, captage à la source...)
 - EPI utilisés (FFP3, combinaison jetable type 5/6, gants...)
 - Gestion des déchets
 - Procédures d'entrée et de sortie de zone
 - Méthodes de nettoyage en fin d'intervention
 - Mesures de prévention vis-à-vis des tiers

Le mode opératoire sera soumis au CSPS et au maître d'ouvrage au moins 15 jours avant le début des travaux.

Moyens de prévention

- Confinement de la zone d'intervention avec balisage clair
- Mise en dépression localisée si nécessaire (selon nature des travaux préparatoires)
- Aspiration des poussières à la source avec aspirateur classe H
- Travail à l'humide lors de la préparation des supports
- Port d'EPI adaptés :
 - Masque respiratoire FFP3 (ou à ventilation assistée selon le mode opératoire)
 - Combinaison jetable type 5/6
 - Gants, surchaussures
- Gestion des flux de personnel et de matériels pour éviter toute contamination croisée

Gestion des déchets

- Tous les déchets générés (chiffons, EPI usagés, poussières aspirées...) seront conditionnés en sacs double enveloppe étiquetés « amiante ».
- Évacuation par une filière agréée avec traçabilité (BSD remis au maître d'ouvrage).
- Aucun déchet ne devra transiter par les circulations communes sans protection.

Fin de chantier

- Nettoyage approfondi des zones d'intervention
- Contrôle visuel final avec CSPS et maître d'ouvrage
- Levée du confinement après validation
- Transmission des documents de fin de chantier :
 - Rapport d'intervention
 - Bordereaux de suivi des déchets (BSD)
 - Compte rendu de la levée de confinement

Responsabilités

L'entreprise est responsable de la sécurité de ses intervenants et du respect des obligations réglementaires relatives au risque amiante.

Le respect strict du mode opératoire validé est exigé. Toute modification devra faire l'objet d'une demande d'accord préalable au maître d'ouvrage et au CSPS.

C DESCRIPTION DETAILLEE DES TRAVAUX

1. TRAVAUX PREPARATOIRES

1.1 INSTALLATION DE CHANTIER

Localisation: suivant emprise travaux

Exécution :

- Installation de chantier , protection des zones non concernées par les travaux , balisage des cheminements etc ..
- Sont prévues les prestations d'hygiène et sécurité imposées par :
 - ses travaux,
 - le code du travail et la direction du travail et de l'emploi,
 - la loi 93.1418 du 31/12/93 et la circulaire d'application : DRT n°9605 du 10/04/96 (Travail)
 - les organismes de prévention : CNAM – CRAM – OPPBTP-CLIN
 - le Plan Général de Coordination
- Cette position comprend les dispositions en vigueur et en sus des dispositions réglementaires relatives à une intervention en Sous-section 4 (SS4), définie par le Code du travail (articles R.4412-139 et suivants), relatives à des interventions ponctuelles sur des matériaux ou produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Mode de métré : Compté à l'unité pour un ensemble

1.2 ECHAFFAUDAGE SUR PIEDS

Localisation : Hall d'entrée / salle d'audiences 114 et 115

Exécution :

- L'entreprise aura à sa charge la fourniture et pose d'un échafaudage de pieds suivant normes et réglementation en vigueur
- L'échafaudage sera installé pendant toute la durée nécessaire à la réalisation des travaux des lots suivants :
 - o Lot 02 Plâtrerie
 - o Lot 05 Peinture et Revêtement mural
 - o Lot n° 07 – Électricité courants forts et faibles
- Repli en fin de chantier
- Fourniture, mise en œuvre et toutes sujétions d'échafaudages fixes de pied préfabriqués en aluminium, avec ses échelles, ses plateaux aluminium anti-dérapants à tous les niveaux, avec trappes, gardes corps, lisses, plinthes, filets de protection, goupilles, pieds réglables et éléments stabilisateurs, dispositifs et moyens de signalisation.
- Constitution d'un tunnel dans le hall pour permettre la circulation du public,
- Filet de protection si nécessaire
- Y compris ancrages et reprises d'enduit ou peinture après démontage sur support.
- Stabilité de la structure
- La résistance des ancrages sera calculée en considérant l'effet du site :
 - o Hauteur maximum des ouvrages : 8 mètres,
 - o Descentes de charges et efforts aux ancrages seront communiqués à la Maîtrise d'œuvre.
- Charges prévisibles :
- L'échafaudage sera de Classe 4.
 - o Accès aux niveaux de travail
 - o L'échafaudage sera doté d'escaliers, de plateaux inclinés et horizontaux anti-dérapante et trappes.
 - o Distance entre platelage et murs intérieurs
 - o La distance maximale entre le platelage la façade intérieure sera de 20 cm avec le garde-corps intérieur, dans le cas où la distance sera de 40 cm, l'échafaudage devra être équipé de lisses et de plinthes.
- Un échafaudage mobile devra permettre l'accès en partie centrale du plafond
- Et toutes sujétions compte tenu des conditions d'accès.

Mode de métré : Compté au m2 - périmètre x hauteur utile

2. TRAVAUX DE REPRISE

2.1 TRAVAUX DE REPRISE DES MURS INTÉRIEURS DÉGRADÉS AU SOUS-SOL

Localisation : Murs et piliers circulation en sous-sol

Exécution :

- Travaux préalables : sondages visuels et sonores
- Support maçonnerie constituée de brique pleine en terre cuite et moellons en grès des Vosges
- Travaux comprenant :
- Le piochage des enduits sur une hauteur de 1.20 m en vue de mettre à nu le support
- Aménagement d'un joint de fractionnement parfaitement horizontale entre la partie d'enduit piochée et celle existante conservée
- Sujétions de joint aux interfaces
- La dépose avec soin des maçonneries de briques disloquées
- Reprise de la maçonnerie disloquées
- Remplacement des briques endommagées par l'humidité ou les moellons
- La fourniture et pose de briques en terre cuite calibre conforme à l'existant en complément suivant nécessité
- La fourniture et pose de moellons équarris calibre conforme à l'existant en complément suivant nécessité
- Le piochage et réfection des joints au mortier de chaux suivant nécessiter
- L'ensemble des sujétions de mains d'œuvre et de parfaite finition
- Le chargement et l'évacuation des gravats.

Nota : ces prescriptions sont reprises du rapport de diagnostic établi par la société ADAM Structure

Mode de métré : Compté au m2 sur une hauteur de 1.20 m pour 218 ml



Mur de circulation



2.2 REPRISE PONCTUELLE DU DALLAGE

Localisation : Dallage dégradé en plusieurs zones au droit de la circulation du sous-sol

Exécution :

- Sondage préalable et repérage exhaustif par délimitation à faire valider par la MOE
- Protections des existants par la mise en place d'un bâchage étanche à la poussière au droit des portes à proximité de l'espace de travail
- La zone de dallage dégradée sera purgée intégralement sur toute son épaisseur y compris le fond de forme
- Démolition sur toute son épaisseur avec une surlargeur en périphérie de 50cm au-delà des désordres
- Tracé et Sciage parfaitement linéaire des zones à purger
- Le chargement et l'évacuation des gravats.
- Reconstruction en s'assurant de la bonne compacité du fond de forme suivant le DTU 13.3:
- Sciage soigné du dallage existant sur 50 cm de largeur au-delà de la zone dégradée
- Démolition par tous moyens appropriés du dallage
- Évacuation des gravats
- Remblaiement en gravier tout venant de granulométrie adaptée
- Compactage soigné
- Ancrage de fers dans tranche de dallage existant pour liaisonnage
- Nouveau dallage en béton type n° 2 ép. 15 cm environ – à adapter suivant existant
- Surfaçage soigné type T 3 sur le dessus – l'ensemble au même nu que l'existant
- Armatures nécessaires à inclure suivant D.T.U.
- Joints de construction et de retrait délimitant des panneaux dont la diagonale ne dépasse pas 8,50 m (pour les dallages intérieurs). Les joints sont soit sciés sur 1/4 sur l'épaisseur du dallage, soit coffrés par des éléments spéciaux évitant les tassements verticaux différentiels
- Coffrage des rives suivant nécessiter,
- Polystyrène de désolidarisation.

Toutes sujétions

- Sujétions particulières :
 - o Façon de pente à la demande
 - o Traitement des joints à charge du présent lot
 - o Traitement de surface à charge du présent lot : surfaçage T3

Nota : Il est signalé à l'Entreprise que toutes dispositions sont à prendre pour obtenir un enrobage conforme des armatures (calages, etc...).

Mode de métré : Compté au m2 à repartir suivant différentes zones.

2.3 CARROTAGE DANS DALLAGE

Localisation : Dallage au droit de la circulation du sous-sol

Exécution :

- Protections des existants par la mise en place d'un bâchage étanche à la poussière au droit des portes à proximité de l'espace de travail
- Réalisation de carottages de diamètre 100 mm dans l'ensemble des circulations du sous-sol et espacés tous les 3m environ sur l'épaisseur du dallage ,
- L 'objectif étant de permettre l'évaporation de l'humidité présente sous le dallage le cas échéant.
- Les réservations seront remplies par du gravillon roulé 16-32mm,
- Une période d'observation d'une année sera mise en place afin de relever d'éventuelles phénomènes de remontée en lien avec la présence d'eau.

Nota : ces prescriptions sont reprises du rapport de diagnostic établi par la société ADAM Structure, dossier joint au présent appel d'offre

Mode de métré : Compté au ml de circulation _ 86 ml



2.4 CARROTAGE DANS MURS PORTEURS

Localisation : Murs de circulation du sous-sol

Exécution :

- Protections des existants par la mise en place d'un bâchage étanche à la poussière au droit des portes à proximité de l'espace de travail
- Réalisation de carottages de section carré de 300 mm suivant plan architecte et plans d'atelier de chantier du lot chauffage ventilation en partie haute des murs
- Murs en maçonnerie de brique terre cuite ou en moellons épaisseur variable entre 50 et 70 cm (indicatif)
- Traçage et implantation à la charge du lot 06 CHAUFFAGE VENTILATION
- Carottage par tous moyens appropriés ne générant pas de vibrations excessives
- Évacuation des gravois
- Linteau suivant nécessité
- Travaux en parfaite coordination avec le titulaire du lot Chauffage Ventilation
- Et toute sujétions pour calfeutrement CF 1 h00 au droit des traversées

Mode de métré : à la pièce suivant dimensions moyennes de 300mm de diamètre

2.5 ADAPTATION DES SOUPIRAUX POUR AMENEE d'AIR FRAIS_ POUR MEMOIRE

Localisation : suivant plan soupiraux de caves

Exécution :

- Protections des existants par la mise en place d'un bâchage étanche à la poussière au droit des portes à proximité de l'espace de travail
- Dépose avec soin des châssis pour mise à disposition au maître d'ouvrage ou évacuation
- Extraction des ferrures ou autres
- Dépose repose de la grille anti-intrusion pour permettre la pose de l'enduit face extérieure
- Rebouchage de la baie dim. 170/90 cm HT sujétions pour voute cintrée en brique de terre cuite hourdées sur une épaisseur d'au moins 30 cm
- Liaisonnement étanche en périmétrie de la baie
- Mise en œuvre d'une réservation de section 30 /30 cm
- Enduit à la chaux sur les deux faces du parement, mise en œuvre suivant les règles de l'Art
- Travaux en parfaite coordination avec le titulaire du lot Chauffage ventilation pour la pose de la grille et du plâtrier en charge de la réalisation de la trainasse horizontale
- Et toute sujétions pour une parfaite étanchéité

Mode de métré : à l'unité

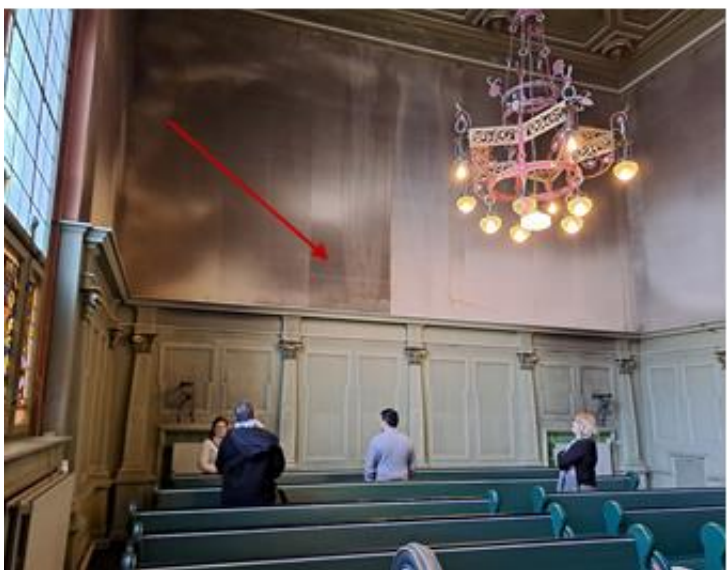
2.6 DÉPOSE DES REVÊTEMENTS MURAUX EN TEXTILE

Localisation : Salles d'audiences 114 et 115

Exécution :

- Protections des existants par la mise en place d'un bâchage
- Protections des existants par la mise en place d'un bâchage étanche à la poussière au droit des portes à proximité de l'espace de travail
- Fourniture et pose d'une plateforme de travail
- Dépose soignée et évacuation des revêtements muraux en textile
- Évacuation de l'ensemble au centre de tri et de recyclage le plus proche
- Y compris extraction des éléments supports
- Dépose avec soin du buste de Marianne et stockage pour remise en place après nettoyage
- Et toute sujétions.

Mode de métré : Compté au m2



2.7 DÉPOSE DES REVÊTEMENTS DE SOL

Localisation : Salles d'audiences 114 et 115_

Exécution :

- Dépose du revêtement PVC ou lino en dalle ou lés
- Dépose du ragréage et /ou micro chape (cf. cahier de sondage)
- Mise à nu du support élimination par ponçage des traces de colles ou autre
- Travaux en coordination avec le lot revêtement sol dur TERRAZZO pour ce qui concerne la détermination du niveau brute
- Dépose des plinthes associées (contre plinthe bois)
- Évacuation de l'ensemble des gravois au centre de tri et de recyclage le plus proche
- Toutes sujétions

Nota : Le mobilier non fixe ainsi que le mobilier hors emprise estrade sera déposé avec soin par le lot menuiserie intérieur bois ou le peintre pour réemploi après remise en état.

Mode de métré : Compté au m2.

2.8 OPTION 1 : REMPLACEMENT DALLAGE AU SOL DES CIRCULATIONS PAR LA POSE DE BRIQUES EN TERRE CUITE

Localisation : Murs et piliers circulation en sous-sol

Exécution :

- Démolition et évacuation du dallage béton existant y compris chargement et évacuation des gravats
- Décapage et évacuation sur 20cm d'épaisseur
- Fourniture et mise en œuvre d'une couche de 15cm de gravats afin de prévenir des effondrements
- Fourniture et mise en œuvre d'une couche de sable stabilisé de 5 cm d'épaisseur
- Fourniture et pose en épi, sous un angle de 45° par rapport à l'axe longitudinal., sur tranche de briques pleine en terre cuite de 21*10*7 cm
- Fourniture et mise en œuvre d'une fine couche de sable de jointoiement
- Compris compactage par plaque vibrante à chaque étape
- Sujétions au droit des bloc portes
- Et toutes sujétions en particulier pour les accès

Mode de métré : Compté à l'unité pour un ensemble

3. FORFAITISATION DE L'OFFRE

Montant des travaux se rapportant à des modifications que l'entrepreneur estimera éventuellement devoir apporter au cadre de décomposition du prix global et forfaitaire pour pouvoir donner un caractère forfaitaire à la rémunération des ouvrages :

- Par l'adjonction éventuelle de natures d'ouvrages qui, à son avis, n'ont pas été suffisamment explicités dans le C.C.T.P ; en précisant les quantités et les prix correspondants,
- Par la modification éventuelle, afin de forfaitisation, des quantités indiquées pour les natures d'ouvrages figurant dans le cadre de décomposition, le justificatif détaillé de la correction étant à joindre en annexe.

L'entrepreneur ne pourra donc pas prétendre à la demande de règlement de quantités ou de prestations en plus.

Signature et tampon de l'entreprise

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé